

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, comprenons bien ce que le Nouveau parti démocratique propose. Il ne dit pas que le Canada n'a pas défendu sa cause au point de vue juridique. Il sait que le Canada l'a fait. Le NPD prétend que c'est le premier ministre qui aurait dû invoquer l'argument juridique, non en raison de sa compétence en cette matière, mais en raison de son habilité politique . . .

M. Deans: Tout simplement parce qu'il est premier ministre.

M. Clark (Yellowhead): . . . comme le député de Kamloops—Shuswap vient de le dire. Le député veut que le premier ministre du Canada demande au président des États-Unis de faire une chose que la loi des États-Unis lui interdit de faire. Ce serait irrégulier. Les Canadiens en subiront les conséquences et les premiers touchés seront les travailleurs du bois.

* * *

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Don Ravis (Saskatoon-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Dans un communiqué de presse, il a déclaré:

Je désire remettre les sciences et la technologie et la recherche-développement canadiennes sur la bonne voie.

Comment le ministre compte-t-il donner aux sciences et à la technologie un cadre permanent pour aider le pays à sortir de la crise industrielle actuelle et quand compte-t-il le faire?

● (1150)

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, le gouvernement fédéral a pris certaines initiatives, dont la tenue de deux conférences ministérielles fédérales-provinciales et d'un certain nombre de tables rondes réunissant des scientifiques de tout le pays. Ces efforts seront couronnés par une assemblée nationale sur les sciences et la technologie prévue pour cette semaine à Winnipeg et à laquelle tous les responsables participeront. J'espère que nous aurons un projet de loi à soumettre à la Chambre d'ici la fin de l'année.

M. Berger: Une supplémenteaire, monsieur le Président.

L'OPINION DES CHERCHEURS

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, le ministre pourrait-il tranquilliser les chercheurs qui s'inquiètent au sujet du projet du gouvernement en matière de subventions de contre partie, comme en témoigne un article paru dans les journaux d'aujourd'hui? En effet, certains d'entre eux prétendent que le gouvernement va rejeter sur l'industrie et les universités la responsabilité d'un projet qui était voué à l'échec dès le début. Que répond-il à ces critiques?

Questions orales

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, contrairement au député il se trouve que j'ai toute confiance dans le secteur privé. Tout le monde sait que celui-ci doit jouer un rôle plus important et plus concret pour permettre à notre pays d'établir sa future force économique en matière de recherche et de développement. Il se trouve que j'ai plus confiance que lui dans le secteur privé.

* * *

L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD

L'ENGAGEMENT DU CANADA

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, pendant la dernière campagne électorale, le parti conservateur a promis une augmentation réelle de 6 p. 100 du budget consacré à la défense nationale, mais c'est une promesse de plus que les conservateurs n'ont pas tenue. Le ministre de la Défense nationale peut-il nous dire quelle a été la réaction de nos alliés de l'OTAN, à la récente réunion ministérielle de Bruxelles, devant le fait qu'il n'a pas respecté, même de loin, l'accord à long terme de l'OTAN portant sur une augmentation réelle de 3 p. 100. D'après le dernier budget proposé par le ministre des Finances, il ne tiendra pas l'engagement financier du Canada envers l'OTAN pendant toute la durée de cette législature.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Pour répondre brièvement à cette question, monsieur le Président, je dirai que les objectifs présentés par le Canada ont été acceptés par tous nos alliés de l'OTAN.

LA POSITION DES ALLIÉS

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, le budget canadien de la défense nationale a augmenté de plus de 3 p. 100 à chaque budget libéral à la suite de l'engagement de 1979. Le gouvernement ne l'a pas encore tenu et il n'en a pas l'intention.

M. Mazankowski: Que se passait-il avant?

M. Hopkins: Nos alliés de l'OTAN ont-ils demandé une promesse formelle que le Canada va reprendre le droit chemin et respecter . . .

M. McDermid: Que s'est-il passé entre 1968 et 1979?

M. Hopkins: . . . son engagement quant à l'augmentation réelle de 3 p. 100? Qu'a-t-il pu leur dire d'autre sinon que le budget du ministre des Finances ne fait que refléter l'incapacité totale de ce gouvernement à atteindre, même de loin, l'objectif des 3 p. 100 pendant toute la durée de cette législature? Vous ne l'avez pas du tout atteint.